

Distr.
GENERALE

T/OBS.5/93

21 novembre 1953

ORIGINAL : FRANCAIS

PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Observations du Gouvernement français en tant qu'Autorité
chargée de l'administrationNote du Secrétariat : Ces observations ont trait aux pétitions suivantes :

| <u>Section</u> | <u>Pages</u> |
|--|--------------|
| 1. Pétition du Syndicat des petits planteurs de Messondo (T/PET.5/511)..... | 1 |
| 2. Pétition du Comité Bennyong (T/PET.5/519)..... | 2 |
| 3. Pétition du Comité de base de l'Union des populations du Cameroun de Dizangué (T/PET.5/542) | 2 |
| 4. Pétition de M. Jean Mbouende (T/PET.5/930)..... | 3 |
| 5. Pétition de M. André Victor Pohla (T/PET.5/936)..... | 3 |

1. Pétition du Syndicat des petits planteurs de Messondo (T/PET.5/511)

1. La pétition T/PET.5/511 émane d'un syndicat de petits planteurs affilié à la CGT. Elle proteste contre l'exploitation de la forêt qui est faite par des entreprises forestières conformément à la réglementation en vigueur, que l'Autorité chargée de l'administration a maintes fois exposée, notamment dans ses rapports annuels.

Des protestations identiques ont déjà été portées à l'attention du Conseil de tutelle et il y a été répondu (T/PET.5/261, 268)^{1/}.

Il est exact que les habitants de Sodibanga ont refusé en 1954 de percevoir les ristournes qui leur revenaient sur les taxes d'abattages perçues pour l'année 1953 et qui se montaient à 10.500 frs. et non à 70.000 frs. comme l'indique

1/ Note du Secrétariat : Voir T/OBS.5/33 et 43.

la pétition. Cette somme a été laissée à leur disposition à l'agence spéciale d'Eséka. La créance des populations sera prescrite, conformément à la réglementation financière, après un délai de quatre ans.

Le chef de subdivision n'a jamais refusé de donner des explications aux populations sur la réglementation forestière.

2. Le terrain d'aviation de Messondo créé pendant la dernière guerre fut désaffecté en 1945 et déclassé du domaine public. Le 14 mai 1946, M. ERSCHOFF demanda la concession de ce terrain. L'avis au public a été publié au Journal officiel du 10 septembre 1947 et une palabre d'information fut tenue sur le terrain même le 21 juin 1948 en présence de tous les notables du village.

3. Le canton Ndogbessol est traversé par la voie de chemin de fer Douala-Yaoundé. Il y a une gare à Messondo. Une route relie le canton à Eséka, chef-lieu de subdivision et les villages de Bidjocka, Badjop et Ndogbessol sont reliés à cet axe par des routes forestières. Cette route sera prolongée jusqu'à l'axe routier Edéa-Yaoundé.

Il existe un dispensaire à Bidjocka, trois marchés à Sodibanga, Messondo, Didjocka, une école à cycle complet à Kellé-Dongong.

4. La Société de prévoyance de la Sanaga maritime a fourni à divers agriculteurs locaux des prêts d'un montant total de 2.171.300 francs CFA pour l'achat de matériel motopresse-motoconcasseur pour l'extraction de l'huile de palme et le traitement des palmistes. Son action dans le domaine de l'équipement a été retardée par la mauvaise volonté apportée par les emprunteurs au remboursement de leurs dettes.

2. Pétition du Comité Bennyong (T/PET.5/519)

Le pétitionnaire semble vouloir critiquer la politique de l'Autorité chargée de l'administration en matière de protection et de classement des forêts. Cette politique est exposée dans le rapport annuel et a déjà fait l'objet de plusieurs résolutions du Conseil de tutelle.

3. Pétition du Comité de base de l'Union des populations du Cameroun de Dizangué (T/PET.5/542)

Il est exact qu'il y eut un incident le 10 novembre 1954 à la compagnie SAFA à Dizangué. En fait, il s'agit d'un différend opposant les ouvriers de la première division à la direction de la compagnie.

/...

Les ouvriers de la première division qui avaient réclamé à cette dernière une augmentation de salaire envahirent le bureau de l'agent chargé de la solde lorsqu'ils s'aperçurent à la lecture de leur bulletin de paye que satisfaction ne leur avait pas été accordée. Devant le refus du Directeur arrivé sur ces entrefaites, les ouvriers devenus menaçants voulurent empêcher son véhicule de repartir et tentèrent de s'y aggriper.

Les témoignages et une enquête approfondie prouvent :

- Que le nommé NTEP Norbert monté sur le pare-choc arrière de la voiture perdit l'équilibre et tomba à terre.
- Que le conducteur de la voiture s'arrêta immédiatement.
- Que le sieur NTEP ne fut que blessé légèrement à une jambe et à un bras.
- Qu'il a été transporté le 11 novembre au dispensaire de l'entreprise où il reçut les soins nécessaires.
- Qu'aucune trace n'est trouvée d'un séjour de Norbert NTEP à l'hôpital d'Edéa.
- Qu'il n'y eut aucun autre blessé.

4. Pétition de M. Jean Mbouende (T/PET.5/930)

Cette pétition fait suite à la pétition T/PET.5/311 qui a fait l'objet de la résolution No 1334 prise à la 16ème session du Conseil de tutelle dans sa 640ème séance du 15 juillet 1955.

Aucun élément nouveau n'est intervenu depuis lors, la liquidation de la société débitrice se révélant difficile.

L'Autorité chargée de l'administration fait remarquer qu'il s'agit là d'une créance privée et qu'elle ne peut exercer aucune autorité quant au déroulement de la procédure en cours.

5. Pétition de M. André Victor Pohla (T/PET.5/936)

M. André Victor Pohla a effectivement été arrêté le 14 octobre 1955. Des explications sur ce fait sont données en réponse à la pétition T/PET.5/888-41¹ /.

L'Autorité chargée de l'administration ne connaît pas d'association intitulée Association de défense des chômeurs du Kamerun. Elle se réfère à son rapport annuel en ce qui concerne la législation du travail en vigueur au Territoire.
